

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT) POLE PETROCHIMIQUE DE BERRE Communes de BERRE L'ETANG et ROGNAC

Compte rendu de la réunion plénière des Personnes et Organismes Associés (POA) 14 décembre 2017

Les documents associés au compte rendu sont disponibles, à la demande, auprès de la DREAL – Unité départementale de Martigues (tél. 04 42 13 01 14).

Lieu : Mairie de Berre l'Etang

Organisation : DREAL¹ PACA / UD13 – Martigues - DDTM 13²

POA représentés :

- Mairie de Berre l'Etang
- Sous-préfecture d'Istres
- Mairie de Rognac
- Compagnie Pétrochimique de Berre/Basell Polyoléfines (BPO)
- Conseil Régional
- Conseil Départemental
- Métropole Aix – Marseille Provence – Conseil de Territoire du Pays Salonnais
- SNCF Mobilités
- CSS – Collège riverains
- Association de défense de l'environnement de Berre l'Etang
- DREAL PACA
- DDTM 13

POA excusés :

- Métropole Aix- Marseille Provence
- SNCF Réseau
- CCIMP³
- CSS⁴ - Collège salariés
- Association de défense de l'environnement de Rognac

INTRODUCTION

M. le sous-préfet ouvre la séance.

La dernière réunion des POA s'est tenue en juin dernier. Les cartes d'aléas et des enjeux ont été affinées au fur et à mesure des réunions de travail ; le but étant, à partir du périmètre de risque initial, de réduire autant que possible le risque à la source de façon à limiter l'impact sur les populations et sur les activités économiques se trouvant en périphérie des sites industriels.

Le processus s'accélère et se poursuivra tout au long de l'année 2018.

Ce travail va permettre de trouver le meilleur équilibre entre la protection des populations et la continuité de l'activité industrielle.

A ce jour, les éléments sont quasiment stabilisés.

¹ DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

² DDTM : Direction Départementale des Territoires et de la Mer

³ CCIMP : Chambre de Commerce et de l'Industrie Marseille Provence

⁴ CSS : Commission de Suivi de Sites

T. LAURENT – DREAL – indique que la réunion des POA s'inscrit dans une démarche de PPRT très avancée.

Plusieurs groupes de travail ont permis d'avancer sur le zonage et le règlement qui constituent le cœur du PPRT.

L'ordre du jour de la réunion est le suivant :

1. Présentation du zonage réglementaire
2. Présentation et discussions du projet de règlement du PPRT
3. Présentation et discussions du projet de cahier de recommandations
4. Présentation de l'évaluation du coût des mesures foncières réalisée par France Domaine
5. Planning du PPRT

I – PRESENTATION DU ZONAGE REGLEMENTAIRE

I.1 – Rappel des cartes d'aléas

M. DENIZOT – DREAL revient sur les cartes d'aléas présentées lors de la réunion POA du 22 juin 2017 :

- tous effets confondus : 3 ans d'instruction ont été nécessaires et ont permis une diminution importante du risque (effets toxique et de surpression) sur le centre ville de Berre l'Etang. Il n'y a plus de cinétique lente sur la commune de Berre.
- aléa de surpression : aléa FAI pour effet de bris de vitre constitue l'enveloppe du PPRT.
- aléa thermique : zones potentielles de mesures foncières (expropriation/délaissement) sur les secteurs :
 - de la Mimaude
 - de l'avenue Pierre Sébard
 - du stade de Gordes
- aléa toxique impacte les zones :
 - de la Mimaude
 - de l'avenue Pierre Sébard
 - du stade de Gordes

I.2 – Zonage réglementaire

L'élaboration du plan de zonage réglementaire se déroule en plusieurs étapes :

- délimitation d'un premier zonage basé sur les cartes d'aléas : à chaque niveau d'aléa et type d'effet correspond un zonage réglementaire,
- simplification du zonage : les travaux réalisés au sein de 3 réunions techniques ont permis le regroupement des 3 000 zones initiales en 36 zones.

Les regroupements de zones permettent une lecture du zonage plus facile et une maîtrise de l'urbanisation cohérente avec les enjeux existants et futurs du territoire. Cependant, ils sont limités afin de ne pas augmenter les objectifs de performance à atteindre et de permettre un traitement fin, en fonction de la présence ou non d'enjeux (existants ou futurs) et de leur nature.

Les principes réglementaires retenus sont :

- R : interdiction renforcée
- r : interdiction
- B : autorisation sous conditions
- b : autorisation renforcée sous conditions

Chaque zone est divisée en sous zones en fonction de l'intensité de chaque type d'effet.

G. DUCHENE – DDTM - présente ensuite des zooms sur les secteurs suivants : stade de Gordes – la raffinerie – Vaïne – Mimaude et Avenue Pierre Sépard.

II - PRESENTATION DU PROJET DE REGLEMENT DU PPRT

II.1 – Synthèse de la phase de stratégie

Les 4 groupes de travail se sont réunis et ont abouti aux conclusions suivantes :

- définition du contour de la zone grise
- inscription de la plateforme économique (PFE) dans le règlement
- en zones rouges (clair et foncé) : inscriptions en zones de mesures foncières potentielles (sauf activités adhérentes à la PFE)
- en zones bleues (clair et foncé) : recommandations pour les limitations des usages (type stade, espaces ouverts...), travaux à réaliser pour les logements
- proposition de regroupement (simplification) pour établir un projet de carte de zonage
- élaboration du projet de règlement.

Les principaux points à retenir concernant le projet de règlement sont :

- PFE inscrite dans le règlement ;
- reprise des dispositions de la circulaire du 25 juin 2013 ;
- dispositions constructives et/ou mesures organisationnelles de protection aux effets de surpression, thermique et toxique ;
- limitation de l'emprise au sol pour les constructions selon les zones d'aléa ;
- lieux de sommeil pour les pompiers du site autorisés même en zone d'aléa important ;
- interdiction montée/descente voyageurs en gare de Berre (hors gestion de crise réseau).

Questions relatives au projet de règlement

V. REYS – Compagnie Pétrochimique de Berre/Basell Polyoléfines (BPO) – remercie l'ensemble des acteurs pour le travail accompli qui a permis d'aboutir à une situation réaliste. Une proposition de plateforme économique sera remise en préfecture d'ici fin 2017 ; la forme restant à définir.

Remarques sur la circulaire du 25 juin 2013 :

La circulaire BATHO ne devrait pas figurer dans le projet de règlement du PPRT, tout comme la charte HSE qui reprend l'ensemble des points définis dans la circulaire.

La crainte est de rigidifier le contenu de la charte qui pourrait être repris de façon générique dans le règlement.

Le règlement du PPRT est pérenne alors que la charte HSE peut être modifiée en fonction de l'évolution de la réglementation.

Par ailleurs, ce document non confidentiel sera diffusé à l'ensemble des POA.

M. ANDREONI – Maire honoraire – demande des informations sur la circulaire BATHO.

T. LAURENT indique que le dispositif de plateforme économique permet de traiter des cas compliqués. A l'origine, les habitations et les activités économiques avaient le même niveau de traitement.

Le retour d'expérience a mis en évidence les difficultés à maintenir une activité industrielle autour des grandes plates-formes industrielles générant des risques technologiques, en mettant en place des mesures foncières (expropriation) pour certains établissements, même s'ils avaient un lien direct avec les sites industriels à l'origine des risques.

L'objectif des PPRT est bien sûr la protection des populations, mais ils doivent prendre en compte les spécificités présentées par certaines plateformes économiques à forte culture du risque par rapport aux zones d'habitations ou aux zones plus générales à vocation commerciale par exemple. L'outil plateforme économique permet donc à ces activités à forte culture de risque de se développer en synergie sous conditions :

- adhésion à une charte HSE commune ;
- culture du risque et/ou synergie entre activités (ex. entreprises SEVESO, partage d'équipements...) ;
- protection adaptée aux postes de travail.

Ces entreprises peuvent intégrer la plateforme dès lors qu'elles adhèrent à la charte commune et mettent en place des moyens de protection du personnel ou mesures organisationnelles adaptées vis-à-vis de l'aléa technologique identifié.

La création d'une plateforme économique est une démarche volontaire portée, en général, par les établissements à l'origine du risque. Elle est intégrée dans le projet de règlement au niveau des généralités afin de définir son existence, les types d'activités qui peuvent rentrer dans la structure, les conditions d'adhésion à la charte HSE. Le contenu de la charte est laissé à la libre appréciation de ses membres créateurs, mais doit répondre aux critères édictés par la circulaire.

Les activités adhérentes à la plateforme ont la possibilité de s'implanter dans toutes les zones y compris en zone grise.

Les activités existantes qui adhèrent à la plateforme avant l'approbation du PPRT ne seront pas inscrites en zone de mesures foncières.

La charte HSE étant évolutive, il est nécessaire d'avoir un cadre général défini dans le règlement afin d'éviter les dérives et ne pas perdre les objectifs fixés par la circulaire.

Enfin, le dossier de création de la plateforme économique doit être soumis au Préfet qui se prononce sur la pertinence de la forme juridique mais pas sur son contenu.

A. BLANC – DREAL – rappelle que le projet de règlement a pris en compte les demandes de l'exploitant sur certains points (voir § 1.1.5) et que l'intégration de la charte HSE dans le règlement répond également à l'attente de plusieurs POA, afin de faciliter le travail des services instructeurs grâce notamment à un document autoportant.

Y. VESPERINI – Mairie de Rognac – indique que la commune est favorable à l'intégration des critères de la circulaire du 25 juin 2013 concernant la charte HSE dans le règlement car cela donne une bonne visibilité sur la démarche.

G. DUCHENE précise que le règlement est annexé au plan local d'urbanisme. Le travail des services instructeurs sera ainsi facilité.

T. LAURENT précise que la plateforme économique est aussi une responsabilité collective et reprendre les dispositions de la circulaire du 25 juin 2013 dans le règlement assure la traçabilité que toutes les adaptations aux règles générales le sont dans le respect du règlement du PPRT.

V. REYS maintient la réserve relative à l'intégration des critères de la charte HSE et donc de ladite circulaire dans le projet de règlement.

M. le sous-préfet souligne que ce projet de plateforme économique est un point essentiel. Auparavant, le développement économique du territoire était verrouillé. Cette circulaire offre des possibilités pour les activités existantes et futures.

Par ailleurs, faire référence à la circulaire BATHO dans le règlement est incontournable. Sous réserve de l'approbation par le préfet, l'annexion de la charte au règlement pourrait être envisagée. La charte en elle-même ne devrait pas beaucoup évoluer dans le temps car les éléments principaux sont établis. Ce qui va faire l'objet d'adaptation, ce sont les relations entre le gestionnaire de la charte et les éventuels industriels qui entrent dans la plateforme.

En ce qui concerne le problème que peut poser la révision d'un PPRT et l'adaptation de la charte, un travail rédactionnel peut être trouvé afin d'éviter d'alourdir la procédure.

M. VALLON – Conseil Régional – a 2 remarques à formuler sur le règlement :

- article II.4.2.2 - § g) : Sont autorisés sans prescription prescriptive : « *tout aménagement et extension des infrastructures de transports, sous réserve qu'ils soient strictement nécessaires aux activités à l'origine de risque ou aux secours* » → préciser « infrastructures routières et ferroviaires »
- article II.5.1.2 - § d) : Projets nouveaux : interdiction « *pour les logements, les annexes dès lors que leur surface totale cumulée dépasse 50 m² de surface de plancher et d'emprise au sol* » → cette surface est trop importante.

G. DUCHENE indique que la surface des « 50 m² » est une proposition des services instructeurs. Le but est de limiter l'exposition des personnes sans restreindre complètement l'urbanisation. Mais il faut éviter que l'annexe devienne un deuxième logement.

Si cette remarque est partagée par l'ensemble des POA, une demande écrite devra être formulée. Elle sera étudiée et pourra être prise en compte dans le règlement.

C. LE GALL– SNCF Mobilités – a 2 remarques :

- Principes généraux – Article 1.2.4 : ajouter « *Equiperment de personnes et de marchandises* »
- Article 2.3.2.2 - § g) : autorisation sans prescription constructive : « *tout aménagement et entretien des ouvrages ou équipements techniques nécessaires à l'intérêt général* » → indiquer « *tout aménagement, entretien et maintenance* ».

III - PRESENTATION DU CAHIER DE RECOMMANDATIONS

G. DUCHENE indique que le cahier de recommandations complète les prescriptions du règlement et a pour objectif de limiter le nombre de personnes exposées aux risques et/ou leur vulnérabilité. Plusieurs thèmes sont abordés comme la gestion des terrains nus, les infrastructures de transports terrestres et ferroviaires, ...

L'élaboration de ce document est basée sur la doctrine nationale et il est discuté en réunions techniques.

Les principales recommandations concernent :

- la gestion des terrains nus ;
- les projets nouveaux ;
- les infrastructures de transports terrestres ;
- les infrastructures de transport ferroviaires ;
- le transport de matières dangereuses ;
- les sentiers de randonnée.

Questions relatives au cahier de recommandations

M. le Maire de Berre s'interroge sur le flux de circulation et précise que la ville de Berre a 3 entrées. La zone du stade de Gordes est une entrée principale et le fait qu'elle soit touchée par les risques est problématique. En cas d'accident routier grave, la panique sera difficilement gérable.

G. DUCHENE indique que le stationnement sur la voie qui longe le site est à éviter. Les accidents graves sont gérés par le PPI⁵ dans le cadre de la gestion de crise.

⁵ PPI : Plan Particulier d'Intervention

Elle précise également qu'une prescription relative à l'information du danger, notamment en zone rouge, est prévue dans le règlement du PPRT.

M. le sous-préfet précise que le PPRT gère les règles en matière d'urbanisme, alors que le PPI gère les flux des véhicules entrants/sortants et l'évacuation des populations. Il faudra donc veiller à intégrer les recommandations du PPRT dans le PPI du site pétrochimique de Berre.

B. NICCOLINI – Association de Sauvegarde de l'Etang de Berre – demande si le balisage est toujours nécessaire aux abords des rives de l'Etang de Berre et si des panneaux d'information sont prévus.

A. BLANC précise que le règlement interdit la chasse et la pêche maritime au sud du site pétrochimique. Une signalisation adaptée sera mise en place.

Y. VESPERINI indique qu'un croisement avec la réglementation maritime devra être fait car une interdiction existe notamment liée à la présence de pipes.

V. REYS souhaite qu'une décision soit prise avec les services de la mairie concernant la barrière à installer avenue P. SEMARD, car une partie du terrain appartient au site et une partie à la mairie.

IV – PRESENTATION DU COÛT DU PPRT

G. DUCHENE indique que le coût du PPRT concerne les mesures foncières et les travaux à réaliser dans les logements.

	Mode de financement	Nombre de logements concernés
	<ul style="list-style-type: none">- Financées à 100 %- Répartition :<ul style="list-style-type: none">• 1/3 Etat• 1/3 industriel à l'origine du risque• 1/3 collectivités percevant la Contribution Economique Territoriale (CET), au prorata- Evaluation par les services de France Domaine.	<ul style="list-style-type: none">- 14 logements dont 2 logements locatifs sociaux- 2 bâtiments désaffectés- 5 activités économiques
<u>Mesures foncières</u>		

Le coût des mesures foncières est évalué sur la base de l'estimation sommaire des services de France Domaine à **9 653 280 €.**

	Mode de financement	Nombre et caractéristiques des logements concernés
	<ul style="list-style-type: none"> - Base finançable limitée à 20 000€ ou 10 % de la valeur vénale du bien - Financement à 50 % dans le cadre du code de l'Environnement : <ul style="list-style-type: none"> • 25 % industriel à l'origine du risque ; • 25% collectivités percevant à la CET au prorata. - Ouvrant droit à un crédit d'impôt de 40 % (sous réserve de reconduction) - Evaluation en fonction de ratios par logement, selon le type d'effets impactant le bien 	<p>179 logements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appartenant à une (des) personne(s) physique(s) [à l'exclusion des SCI par exemple] - Situés dans les zones b et B - Ou situés dans les zones r et ne faisant pas l'objet d'une demande de délaissement [non évalué, compris dans l'évaluation des mesures foncières]

Le coût des travaux dans les logements est évalué à **1 147 000 €**.

Le coût total du PPRT est évalué à environ **10 800 280 €** réparti comme suit :

Etat (dont crédit d'impôt)	3 676 560 €
Industriel	3 504 510 €
Collectivités	3 504 510 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	1 884 000 €
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	517 000 €
Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 100 000 €

G. DUCHENE précise que cette estimation est indicative et les montants sont arrondis, le restant dû (10% du montant des travaux, soit environ 115 K€) étant à la charge des propriétaires.

Questions relatives au coût du PPRT

M. le Maire demande si les équipements publics impactés par le risque peuvent faire l'objet d'un financement.

G. DUCHENE indique que, selon l'ordonnance de 2015, seuls les logements de biens privés peuvent être financés.

B. NICCOLINI s'étonne que les propriétaires doivent avancer 50 % du coût des travaux (40 % au titre du crédit d'impôt et 10 % de reste à charge). Il est choquant d'impliquer la responsabilité de l'habitant.

G. DUCHENE précise que les calculs sont basés sur la réglementation en vigueur. Le crédit d'impôt a bien augmenté depuis quelques années : il est passé de 25 % à 40 %. Des accords entre les différents partenaires financeurs locaux peuvent éventuellement être trouvés. Ce sujet sera discuté lors des prochaines réunions qui se tiendront en 2018.

M. le sous-préfet rappelle que la loi sur les PPRT a été votée suite à un accident gravissime qui avait généré des morts, pour renforcer la protection des populations vis-à-vis des risques technologiques. Elle permet de traiter spécifiquement l'existant, pour les entreprises déjà

implantées et entourées d'habitations et faciliter l'implantation de nouvelles entreprises. C'est le cas pour le PPRT de Berre.

M. le Maire indique que l'équipement public du stade de Gordes devra être fermé au public car situé dans une zone à risque ; cette situation sera difficile à traiter.

A. BLANC indique que suites à plusieurs réunions, la mairie s'est engagée à trouver un nouveau lieu pouvant accueillir les associations et rappelle que ce secteur est situé en zone d'aléa très fort. En outre, le maintien d'un parking générerait une zone encombrée qui aggraverait encore plus le risque.

G. DUCHENE indique que les bâtiments de ce site peuvent être utilisés par les services techniques de la ville pour le stockage de matériel municipal, sans présence humaine permanente.

A. CREPAUX – UFC Que Choisir - demande si la réglementation prévoit des contrôles pour la réalisation des travaux chez les propriétaires.

G. DUCHENE précise que le Code de l'Urbanisme prévoit des contrôles par l'autorité administrative compétente. Les travaux doivent être réalisés dans les 8 ans suivants l'approbation du PPRT.

Elle rappelle que l'information peut être apportée par le biais de l'IAL (Information Acqureur/Locataire).

En matière d'assurance, les fédérations ne se sont pas encore prononcées dans le cas où les travaux ne seraient pas réalisés.

T. LAURENT précise que la problématique de la mise en œuvre des travaux fera l'objet de discussions qui se poursuivent après l'approbation du PPRT. Une réflexion sera menée afin de prévoir un dispositif d'accompagnement des propriétaires pour faciliter les modalités de financement à 100 % si possible.

On pourra s'appuyer sur le REX du PPRT d'ARKEMA St Menet où 350 logements étaient en zone de travaux. Le dispositif d'accompagnement a permis un bon taux de réalisation de travaux.

G. DUCHENE rappelle qu'il y a beaucoup de PPRT dans le département et que des discussions devront être engagées avec la Métropole pour mettre en place un dispositif adapté.

Elle invite les représentants des riverains à se manifester afin de faire connaître leurs préoccupations. Des accords financiers complémentaires peuvent être trouvés comme par exemple, les 10 % restants pour les travaux pris en charge par la commune.

M. le sous-préfet indique que les communes ne doivent pas être les seules à participer au dispositif d'accompagnement financier des propriétaires. Il peut s'agir également d'une proposition émanant des collectivités territoriales percevant la CET. Un processus peut être engagé à l'initiative de la métropole ou du conseil régional.

Un appui méthodologique doit être apporté aux riverains sur :

- la réalisation des diagnostics afin de connaître la nature des travaux à réaliser,
- l'accompagnement financier : pré-financement et reste à charge.

G. DUCHENE indique que les aspects financiers seront abordés lors de réunions qui débuteront début 2018.

La convention de financement des mesures foncières doit être mise en place un an après l'approbation du PPRT. Sinon, une convention par défaut est prévue.

M-C. VALLON précise qu'un accompagnement des financeurs doit également être prévu au vu des difficultés rencontrées sur les précédents PPRT.

V. REYS demande qui devient propriétaire du bien en cas d'expropriation.

G. DUCHENE indique que ce bien revient soit à la collectivité territoriale ou à la métropole. Le bien peut être démoli ou mis en sécurité.

M-C. VALLON précise que le coût de la démolition ou de la mise en sécurité est intégré au coût des mesures foncières financées.

Elle revient également sur le coût total du PPRT : environ 10 M€, auxquels il faut ajouter le reste à charge pour les travaux chez les propriétaires particuliers.

G. DUCHENE rappelle que les montants indiqués sont une estimation globale. Ils permettent de se positionner par rapport au Code de l'Environnement et aux collectivités locales de prévoir un financement.

Il reste 115 000 € à la charge des propriétaires : une réflexion est à mener sur ce point.

Pour le moment, il faut rester prudent sur la communication de ces coûts, car ils ne sont qu'indicatifs.

M. le sous-préfet rappelle que toutes les informations concernant le coût financier du PPRT seront données lors des réunions publiques qui sont prévues en 2018.

V – PLANNING DU PPRT

A. BLANC présente le planning prévisionnel du PPRT et les différentes étapes à venir : réunions publiques, consultation officielle des POA, réunions avec les partenaires financeurs, ...

T. LAURENT indique que la phase de stratégie arrive à son terme et sera suivie de la phase de concertation puis de la phase administrative. Les POA seront consultés officiellement et pourront formuler par écrit leurs observations sur le projet de règlement qui pourra être amendé.

L'après PPRT sera également une étape importante avec la convention de financement des mesures foncières et la réflexion à mener sur le financement et l'accompagnement pour les travaux chez les particuliers.

Le travail ne s'achève pas à l'approbation du PPRT ; l'objectif étant la mise en œuvre des mesures de protection des populations prévues par ce PPRT.

M. le sous-préfet indique que le règlement du PPRT et le cahier de recommandations constituent une étape charnière dans l'élaboration du PPRT, même si quelques points restent à traiter.

Il remercie les différents partenaires (services de l'état, communes, industriel, représentants des associations) pour leur participation à l'élaboration de ce plan qui est l'un des plus compliqués du département.

Il était important d'arriver à un consensus sur la protection des populations et sur les accompagnements qui peuvent être mis en place.

Le temps est un facteur de sécurité et de qualité de travail.

M. le Maire honoraire remercie l'ensemble des participants et indique que les réunions publiques seront une étape importante pour ce PPRT.

La séance est levée.

RELEVÉ DE DECISIONS

- Le Pôle Pétrochimique de Berre maintient la réserve relative à l'intégration de la charte HSE dans le projet de règlement ; réserve qui pourrait être levée ultérieurement.
- Modifications d'articles du règlement :
 - **article II.4.2.2 - § g)** : Sont autorisés sans prescription prescriptive : « tout aménagement et extension des infrastructures de transports, sous réserve qu'ils soient strictement nécessaires aux activités à l'origine de risque ou aux secours »
→ préciser « infrastructures routières et ferroviaires » ;
 - **article II.5.1.2 - § d)** : Projets nouveaux : interdiction « pour les logements, les annexes dès lors que leur surface totale cumulée dépasse 50 m² de surface de plancher et d'emprise au sol »
→ réflexion sur la surface proposée qui peut être qualifiée de trop importante et modification le cas échéant ;
 - **Principes généraux – Article 1.2.4** : ajouter « Equipement de personnes et de marchandises » ;
 - **Article 2.3.2.2 - § g)** : autorisation sans prescription constructive : « tout aménagement et entretien des ouvrages ou équipements techniques nécessaires à l'intérêt général »
→ indiquer « tout aménagement, entretien et maintenance ».
- Installation d'une barrière avenue P. SEMARD : Programmer une réunion entre la mairie et le Pôle Pétrochimique de Berre afin de déterminer son emplacement exact.
- Programmation des réunions publiques sur les communes de Berre l'Etang et Rognac.
- Programmation de réunions sur le financement du PPRT.